Imp. Saint-Denis, Paris

LEON JOUHAUX

VOICI L'HOMME

En ce moment, nous assistons impuissants au sabotage des idées qui nous étaient les plus chères et de l'organisme dans lequel nous avions placé tous nos espoirs, et pour qui aurions sacrifié notre liberté et notre vie.

François MILLION
Représentant l'Union des Syndicats
du Rhône (1914-1918)

QUELQU'UN a dit qu'à la base de toute fortune on trouvait une malhonnêteté, et chacun sait aujourd'hui, qu'à l'origine de la plupart des grandes carrières de politiciens se trouve une trahison. Mais dans l'infâmie même, il existe des degrés, et si l'histoire des hommes est assez prodigue de réussites parfaites en la matière, le cas est exceptionnel d'un véritable Judas se maintenant depuis plus de trente ans à la tête du prolétariat d'une grande nation en le trahissant constamment.

A la lecture de ce préambule, un nom se formera sur toutes les lèvres. C'est que la réputation de l'homme est faite, bien faite, il est l'objet d'un mépris universel de la part de ceux qui le mènent comme de ceux qui le suivent. D'où vient alors que ce personnage, aussi universellement honni, puisse, non seulement maintenir sa position, mais accéder à de nouveaux honneurs, sources de nouveaux profits, avec une impudence magnifique ? C'est sans doute que la mémoire des hommes est courte. Si Judas avait vécu, il aurait probablement amassé une honnête fortune dont on aurait critiqué l'usage, et probablement oublié l'origine. Du moins en est-il ainsi pour son frère spirituel, le Judas de la classe ouvrière française. Et si le mépris qu'on lui voue cordiale-

ment se transforme toujours en résignation à le supporter, c'est qu'on a oublié le geste qui valut à cet homme les trente deniers symboliques. On parle, à son sujet, d'opportunisme, d'arrivisme, on ignore le reniement initial. Les vieux militants qui savent se taisent aujourd'hui, soit qu'une longue lutte stérile les ait découragés, soit qu'une série de vieilles complicités leur ferme la bouche. Les autres crient à la vieille baderne qu'on supporte par la force des choses, comme tant d'autres, et qui finira bien par descendre au tombeau, un jour ou l'autre. Pourquoi presserait-on le mouvement, pensent-ils ?

Nous ne savons pas, en effet, si l'élimination de cet homme résoudrait, même en partie, les problèmes difficiles auxquels le mouvement ouvrier doit faire face constamment. Aussi n'est-ce pas sur ce terrain que nous plaçons le problème. Nous en faisons un point d'honneur pour le prolétariat français. *Et nous ne voulons pas parler ici de l'honneur suivant l'acception courante, qui couvre tant d'équivoques, mais de cet honneur du peuple qu'un Sorel a su si bien comprendre, que tant de militants ont incarné.*

Que la classe ouvrière française ait servi de piédestal à cet homme pendant si longtemps, on a pu, jusqu'ici, invoquer l'ignorance. Mais si, dorénavant, elle le laisse terminer sa carrière chargée d'ans et d'honneurs, qu'elle ne s'étonne pas de voir ses exploiteurs sourire de ses efforts et invoquer l'infantilisme pour la maintenir dans un demi-esclavage : elle l'aura mérité. Mais c'est parce que nous ne pouvons accepter cette conclusion, et que nous croyons à l'ultime sursaut d'indignation, quand elle sera éclairée, pour vomir son renégat, que nous allons raconter l'histoire des trente deniers.

DE 1900 à 1914, après avoir réparé l'hémorragie causée par le massacre des Communards, la classe ouvrière française monte à l'assaut de la forteresse capitaliste.

Le syndicalisme révolutionnaire galvanise les élites prolétariennes ; les gouvernements bourgeois, d'abord soucieux, sentent bientôt l'angoisse les étreindre. C'est que, victorieux ou battus dans les combats de plus en plus nombreux, les ouvriers laissent à chaque fois la trace de leurs coups sur la face d'un ennemi de plus en plus désemparé. Et le sens d'une très haute mission imprègne les meilleurs des militants comme le plus humble syndiqué, celle qui consiste à refaire une société où l'homme ne soit plus un loup pour l'homme.

Des dates célèbres jalonnent cette poussée dont tout révolutionnaire français garde la nostalgie :

1902 — Fusion définitive de la C.G.T. et de la Fédération Nationale des Bourses du Travail.

1904 — Congrès de Bourges. Les révolutionnaires l'emportent de très loin sur les réformistes (822 voix contre 388) et prennent partout, au sommet comme à la base de la Confédération, la direction du mouvement ouvrier.

1906 — Congrès d'Amiens d'où sort la fameuse

Chartre, « acte de baptême du Parti du Travail ». Le syndicalisme affirme à la fois son indépendance à l'égard des politiciens et son irréductible volonté révolutionnaire.

Pour lutter contre la Confédération Générale du Travail, la bourgeoisie doit faire appel à une poigne d'une puissance exceptionnelle. Le 14 mars 1906, Clémenceau devient ministre de l'Intérieur, fait arrêter Griffuelhes à la veille du 1er mai. Peine perdue, la grève générale est proclamée, et sans réussir complètement, secoue l'armature du régime. « La grève est loin d'être générale mais le mouvement revêt une importance indéniable à Paris et sur divers points du pays, ampleur que souligne la panique qui s'est emparée de la bourgeoisie; craignant d'être affamée, elle s'est ruée dans les jours précédents vers les magasins d'alimentation. La crainte du gouvernement n'est d'ailleurs guère moins grande car Paris est mis, par Clémenceau, quasiment en état de siège. La ville est bourrée de troupes et, jour et nuit, des patrouilles armées parcourent les rues. Cet état d'extrême effervescence se prolonge durant presque tout le mois de Mai. » (1)

Le 25 octobre, Clémenceau devient Président du Conseil, s'appuyant sur Briand et sur le socialiste Viviani. Répression contre les chefs, révocation des fonctionnaires syndicaux, lock-out, tout est bon pour lutter contre le syndicalisme révolutionnaire. Mais celui-ci rend coup pour coup et déclanche grève sur grève. Le sang des travailleurs coule, la classe ouvrière prend ses positions de combat devant ce « gouvernement d'assassins ». A Marseille, en 1908,

(1) *Le Mouvement Ouvrier*, de Rosmer. Ouvrage auquel on peut toujours se rapporter pour tout ce qui concerne cette période.

le Congrès a lieu malgré l'emprisonnement préalable de tout le bureau Confédéral.

En juillet 1909, Briand remplace Clémenceau, et va essayer d'autres méthodes, plus adroites, plus enveloppantes. Il réussit à provoquer certains remous, mais le syndicalisme continue son offensive. La grève générale des postiers éclate, puis, en 1910, celle des cheminots.

Mais, bientôt, c'est à un bien autre danger que l'exploitation capitaliste qu'il faut faire face, ou plutôt à un autre aspect de ce danger porté au paroxysme. A l'horizon européen, le ciel se couvre de nuées, les grondements précurseurs de l'orage roulent sourdement. L'impérialisme allemand, en pleine phase conquérante, menace dangereusement son concurrent anglais. L'impérialisme russe attise la querelle, la grosse industrie française entre dans le jeu. Dans ces rivalités d'impérialismes réside le sens véritable de la guerre qui monte et, malgré les oripeaux nationalistes dont se drape cette réalité sordide, la C.G.T. ne se laisse pas duper, elle ne cesse de montrer la véritable nature des choses. La grande organisation, qui peut parler alors au nom de la classe ouvrière, en véritable parti du travail, n'a d'ailleurs pas attendu le coup de gong d'Agadir, en 1911, pour montrer sa vigilance et marquer sa position sans la moindre équivoque. Pour en avoir la preuve, il suffit de se reporter aux résolutions des congrès, dont voici quelques extraits significatifs :

BOURGES, 1904 :

...Le 14e congrès corporatif, tenu à Bourges, tient à affirmer son horreur de la guerre et, constatant que toute guerre, ne pouvant être

que préjudiciable aux travailleurs, quels qu'ils soient, engage ceux-ci à se tenir rigoureusement en dehors de ces conflits, à garder précieusement leur énergie pour le vrai combat syndicaliste, c'est-à-dire contre le capitalisme. Flétrit l'attitude ignoble des gouvernants des deux nations intéressées qui, dans le but de trouver un dérivatif aux réclamations ascendantes du prolétariat, font appel aux passions chauvines et ne craignent pas d'organiser le meurtre et l'assassinat de milliers de travailleurs pour conserver leur situation privilégiée. (1)

AMIENS, 1906 :

...Dans chaque grève, l'armée est pour le patronat ; dans chaque conflit européen, dans chaque guerre entre nations ou colonies, la classe ouvrière est dupée et sacrifiée au profit de la classe patronale, parasitaire et bourgeoise. C'est pourquoi le congrès approuve et préconise toute action de propagande antimilitariste et antipatriotique qui, seule, peut compromettre la situation des arrivés et des arrivistes de toutes classes et de toutes écoles politiques.

MARSEILLE, 1908 :

...Considérant que les frontières géographiques sont modifiables au gré des possédants, les travailleurs ne reconnaissent que les frontières économiques, séparant les deux classes ennemies : la classe ouvrière et la classe capitaliste. Le congrès rappelle la formule de l'Internationale : « Les travailleurs n'ont pas de patrie » ; qu'en conséquence, toute guerre n'est qu'un attentat contre la classe ouvrière, qu'elle est un moyen sanglant et terrible de diversion à ses revendications. Le Congrès déclare

(1) Il s'agit du conflit russo-japonais qui se déroule alors.

qu'il faut, au point de vue international, faire l'instruction des travailleurs afin qu'en cas de guerre entre puissances les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire.

Toulouse, en 1910, confirma les précédentes résolutions et avec une majorité encore plus écrasante. Puis en novembre 1912, devant les intrigues chaque jour plus menaçantes des diplomaties, la C.G.T. organise, à Paris, un congrès extraordinaire. A l'époque les dirigeants, n'ayant pas à fuir la discussion, ne cherchaient pas un prétexte dans une pauvreté (pourtant réelle, celle-là !) de la caisse confédérale pour éviter la confrontation avec la base. C'est que tout le monde est d'accord, et la résolution proclame :

...Il apparaît qu'à aucun moment, il ne peut exister entre les classes en opposition la moindre communauté de pensée et d'action. Mieux que tout autre évènement social, une guerre fait éclater cette opposition, puisqu'il s'agit pour la classe ouvrière, sans aucun profit pour elle, de répondre à l'appel guerrier du capitalisme en courant sus aux prolétaires victimes inconscientes du capitalisme voisin ; que, ce faisant, la classe ouvrière se prêterait à la plus criminelle besogne devant augmenter la force d'exploitation du capitalisme et affaiblir, pour de longues années, le mouvement ouvrier.

Pour toutes ces raisons, le Congrès Confédéral déclare qu'il ne reconnait pas à l'Etat bourgeois le droit de disposer de la classe ouvrière ; que celle-ci, majeure, entend poursuivre à son gré dans les conditions déterminées par elle, au sein de ses organisations, son œuvre de propagande et de conquête. Qu'en s'acheminant vers sa libération, elle est résolue à ne rien sacrifier

à une guerre ; qu'au contraire, elle est décidée à profiter de toute crise sociale pour recourir à une action révolutionnaire. D'où il résulte que, si par folie ou par calcul, le pays au sein duquel nous sommes placés se lançait dans une aventure guerrière, au mépris de notre opposition et de nos avertissements, le devoir de tout travailleur est de ne pas répondre à l'ordre d'appel et de rejoindre son organisation de classe pour y mener la lutte contre ses seuls adversaires : les capitalistes.

Désertant l'usine, l'atelier, la mine, le chantier, les champs, les prolétaires devront se réunir dans les groupements de leur localité, de leur région, pour y prendre toute mesure dictée par les circonstances et le milieu avec, comme objectif : la conquête de leur émancipation et comme moyen : la grève générale révolutionnaire.

On ne peut prendre position plus nettement devant l'évènement dont chacun pressent le caractère inéluctable. De telles déclarations ne laissent place à aucune équivoque, elles engagent la responsabilité totale de leurs auteurs. Le Congrès suivant devait se réunir en septembre 1914, à Grenoble, il promettait de rassembler et de nouer toutes les forces prolétariennes pour une opposition décisive à la guerre. En fonction de l'échiquier ou les diplomates manient les peuples comme des pions, il n'est pas exclu que le geste qui déclencha la catastrophe n'ait été hâté par la proximité de ce congrès où les positions antibellicistes de la classe ouvrière auraient été marquées avec une vigueur encore plus redoutable.

*
**

De son côté, bien qu'il ait été beaucoup plus flot-

tant, jusqu'ici, le Parti Socialiste est enfin éveillé de sa demi-léthargie. A son Congrès des 14, 15 et 16 juillet 1914, Jaurès combat victorieusement Jules Guesde, et les militants se rangent à sa motion qui déclare :

Entre tous les moyens employés pour prévenir et empêcher la guerre et pour imposer aux gouvernements le recours à l'arbitrage, le Congrès considère comme particulièrement efficace la grève générale ouvrière simultanément et internationalement organisée dans les pays intéressés, ainsi que l'agitation et l'action populaire sous les formes les plus actives.

Une course de vitesse est engagée entre bellicistes et défenseurs de la paix. Le 24 juillet, faisant un *casus belli* de l'attentat de Serajevo, l'Autriche-Hongrie envoie un ultimatum à la Serbie. Avec le système des alliances, cette fois c'est la guerre en Europe.

La C.G.T. toute entière va réagir vigoureusement. La direction confédérale, nous l'avons vu, est entre les mains des révolutionnaires et l'un d'eux, le secrétaire général, est un jeune militant dont l'attitude a toujours été irréprochable. Installé à ce poste depuis 1910, Léon Jouhaux sait que les peuples ne veulent pas la guerre. En 1913, il avait ainsi rendu compte d'un meeting organisé à Berlin par les syndicats allemands :

Pendant six jours, fraternisant avec les camarades allemands, les délégués français visitèrent les bureaux et filiales des principales organisations ouvrières de Berlin. Le meeting de protestation eu lieu le 28 juillet. Nous vivions des minutes historiques. Ce fut devant un auditoire enthousiaste de 20.000 personnes que les

délégués français demandèrent aux travailleurs berlinois de mettre en pratique, dans ces circonstances troublées, la devise internationale : « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous », et d'empêcher par tous les moyens la guerre d'éclater... Ces paroles soulevèrent des salves d'applaudissements. Les ouvriers allemands vibraient à l'unisson des prolétaires français. Ce fut une belle journée internationale. (1)

Le jeune chef du « Parti du Travail » s'affirme comme un intransigeant, un incorruptible. Voici comment il fustige les opportunistes, les renégats, quelques mois avant la catastrophe :

POUR DU CULOT, C'EST DU CULOT

L'habitude de mentir oblige à continuer, c'est ainsi que cet homme, dont la vie ne fût que reniements, ose déclarer, parlant de la classe ouvrière, que « même dans ses impatiences les plus fébriles, elle devrait bien prendre l'habitude de respecter la parole donnée ». M. Briand peut essayer d'équivoquer, de jeter de la poudre aux yeux, il n'effacera ni la « mobilisation des cheminots, ni ses déclarations à la Chambre sur le recours à l'illégalité ». Nous savons, certes, par expérience, que sa grande force fut jusqu'ici de jouer à la mansuétude et de s'attacher certains hommes par les services rendus. Mais tout à une fin, et cette politique de ruse et d'hypocrisie arrive toujours à un moment où elle ne peut plus être poursuivie dans danger pour son auteur.

Transformer une roublardise en une action de sympathie, cela ne s'était encore vu que sur la scène du Grand Guignol où Arlequin remplit

(1) Bibliothèque du Mouvement prolétarien.

les grands premiers rôles. . Briand aura le mérite d'avoir transporté ces mœurs dans la vie politique et ainsi personnalisé l'Arlequin social... Les paroles de Saint-Etienne resteront un modèle de culot, et c'est tout. (1)

Aussi Jouhaux n'hésite-t-il pas à se mettre en flèche. Dans *la Bataille Syndicaliste* du 26 juillet, après un rappel des « décisions des congrès confédéraux sur l'attitude de la classe ouvrière en cas de guerre » indiquant qu'à « toute déclaration de guerre, les travailleurs doivent, sans délai, répondre par la grève générale révolutionnaire » un long article de Jouhaux s'intitule « A bas la guerre ». Sans doute n'est-il pas inutile d'en donner de larges extraits :

A BAS LA GUERRE

NECESSITE DE L'EFFORT OUVRIER

...Tout observateur qui étudie les faits actuels devra reconnaître que la paix du monde est aux mains d'une aristocratie, que les gouvernants sont libres, à leur gré, de déchaîner la guerre et les ravages, que l'équilibre des nations est subordonné aux intrigues des partis qui se disputent le pouvoir, ou la direction de ce pouvoir, ou bien encore les bénéfices de ce pouvoir...

...Le peuple sait que la guerre, la guerre européenne menaçante, avec ses boucheries, ses massacres, la famine, les épidémies qu'elle entraîne, signifierait un formidable recul, peut-être la fin d'une civilisation, à coup sûr, l'anéantissement de tous nos espoirs. Et la diplomatie, néanmoins, la prépare en dehors de lui...

(1) *Voix du Peuple*, 4 janvier 1914.

...Le régime exécré par les masses russes n'a plus, et pour peu de temps encore, qu'un moyen de se survivre. C'est le panslavisme son suprême espoir. Ici, nous revenons justement à la tension austro-serbe. Si la Serbie résiste aux exigences outrées qu'on a publié hier, c'est qu'elle se sait protégée par la Russie. L'intervention de cette dernière, c'est naturellement l'entrée en jeu de l'Angleterre et de la France, d'une part, de l'Allemagne et de l'Autriche, de l'autre. C'est-à-dire une conflagration européenne, c'est-à-dire la boucherie internationale...

...En faut-il plus pour insister sur le rôle de la classe ouvrière, pour prouver la nécessité d'une entente des travailleurs de tous les pays, et pour montrer enfin que le recours à la force du travail, manifesté par la grève générale qui, est sa formule vraie, s'impose à tous les travailleurs avec véhémence, puisque ce sont eux qui feront presque tous les frais de la guerre, puisque ce sont eux qui en subiront les dernières conséquences.

Puisque ce sont eux, en fait, qui sont en vérité responsables de la paix du monde, il faut qu'ils se tiennent constamment prêts à l'imposer. Un danger effroyable pèse sur nous : tenons-nous prêts à l'éloigner, nous répondrons ainsi au vœu du peuple russe, se révoltant à la fois contre les crimes du tzarisme et contre les menaces de guerre européenne qu'il suscite constamment...

...Avions-nous tort de dire... que la guerre était suspendue sur nous, de façon menaçante, que le prolétariat devait se tenir constamment prêt ?...

Ainsi deux hommes symbolisent et mènent l'opposition à la guerre des organisations ouvrières dans les domaines du travail et de l'action publique : Jaurès et Jouhaux. Et durant toute la semaine suivante, la bataille pathétique se déroule. *La Bataille Syndicaliste* rend compte des violents incidents qui la jalonnent chaque jour. Le lundi 27, la foule manifeste et déborde la police, le journal ouvrier se réjouit :

PARIS NE VEUT PAS DU CARNAGE

Il l'a prouvé hier soir. Partout, on a manifesté hier soir dans les quartiers populaires de Paris. Les grands boulevards sont envahis. Gouvernants et chauvins sont prévenus. Violentes charges de la police contre les manifestants qui crient : Vive la paix ! A bas la guerre !

Hier matin, La Bataille Syndicaliste, *en son nom et au nom des organisations syndicalistes, invitait le Peuple de Paris à manifester le soir même contre la guerre menaçante... Et hier soir à partir de huit heures jusqu'à l'heure où nous écrivons, malgré la police, c'est à cent, à deux cent mille travailleurs — peut-on évaluer une telle foule ? — que les travailleurs parisiens ont manifesté sur les grands boulevards aux cris répétés de : A bas la guerre ! Vive la paix !*

C'est le premier avertissement donné aux gouvernants français qui, dès maintenant, sont informés de l'état d'esprit du Peuple de Paris — qui ne diffère en rien d'ailleurs de celui du peuple en général — sur une guerre possible. Demain... il affirmera encore sa volonté inébranlable de mettre en pratique les décisions des Congrès syndicaux sur la guerre. Il affirmera qu'il est prêt à tous les sacrifices pour imposer la paix, en communion avec le prolétariat d'Allemagne, d'Angleterre, d'Italie et d'ailleurs.

Un grand meeting est donc organisé pour le mercredi 29, par la C.G.T. et l'Union des Syndicats de la Seine, Jouhaux étant annoncé en tête de la liste des orateurs avant Dumoulin et Yvetot. La veille, le mardi 28, le Comité Confédéral se réunit et lance un manifeste où il est dit que :

> *...Le devoir des travailleurs organisés est de se montrer à la hauteur des circonstances, en évitant, par une action collective, consciente, organisée, harmonisée à travers tout le pays, internationalement, et par-dessus les frontières, le plus grave péril mondial de se réaliser... La C.G.T. croit fermement que la volonté populaire peut empêcher le cataclysme effroyable que serait une guerre européenne. Aussi, rappelant la déclaration de l'Internationale « Tous les peuples sont frères » et les déclarations de ses congrès nationaux « Toute guerre est un attentat contre la classe ouvrière, qu'elle est un moyen sanglant et terrible de faire diversion à ses revendications », elle réclame de toutes les organisations ouvrières une attitude ferme, dictée par le souci de conserver les droits acquis par le travail dans la paix ».*

Le jeudi matin, Poincaré rentre de Russie ; un Conseil des Ministres se réunit dans l'après-midi et interdit le meeting, mais des manifestations ont lieu quand même. Le lendemain, *La Bataille Syndicaliste*, qui titre en gros caractères « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », publie un nouveau texte de la C.G.T. :

MANIFESTE A LA CLASSE OUVRIERE

VIGILANCE DE TOUS LES INSTANTS

> *Malgré les menaces de voir le conflit austro-serbe emporter dans son tourbillon fratricide les puissances de la Triple Entente et de la Triple Alliance, la paix reste possible. Elle doit triompher. La volonté froide, résolue, de tous ceux qui se dressent contre cette éventualité criminelle doit être la plus forte. Dans ces circonstances critiques mais non désespérées, la classe ouvrière de tous les pays joue ses destinées. Son avenir risque de sombrer. En face de ce péril, l'union de toutes les forces pacifistes est indispensable. Les violences de la police ne parviendront pas à étouffer la liberté de parole.*

Et, le même jour, dans la soirée, Jaurès est abattu. La colère du peuple gronde et *l'Humanité* du samedi en dépeindra ainsi le spectacle :

> *Plus de* 5.000 *personnes vinrent, en apprenant l'horrible assassinat, manifester devant* l'Humanité. *Des cris de « Vive Jaurès » retentirent, coupés de cris « assassins ». La douleur de cette foule est impossible à décrire. Il y a là des jeunes filles qui pleurent, des ouvriers encore en vêtements de travail, et tous réclament le châtiment de l'assassin. On se rend compte que les manifestations les plus redoutables vont avoir lieu. Il faut que Lauche paraisse à la fenêtre pour prêcher le calme, contenir le flot, apaiser la douleur. « Citoyens, dit-il, il nous est impossible de vous décrire notre chagrin. Attendez. Conservez votre calme, votre sang-froid. Jaurès est assassiné par un individu qui s'est arrangé pour cacher son identité. Attendez dimanche. Nous vous convoquerons,*

mais je vous supplie, retirez-vous ». *Alors* l'Internationale *retentit, puissante, et le peuple s'en va comme à regret.*

Dans *La Bataille Syndicaliste* du même jour, Jouhaux lance un appel à la raison :

PAS D'AFFOLEMENTS

L'heure est grave, mais non désespérée. La cause de la paix a encore de nombreux partisans dans le monde, et les classes ouvrières de tous les pays intéressés agissent dan une commune pensée : éviter le contact guerrier. Ce dont il faut se préserver avant tout, c'est de la panique, de l'affolement, qui conduisent aux pires résultats.

Et, en réponse à un télégramme de l'Allemand Legien, secrétaire du Secrétariat International, Jouhaux répond, au nom de la C.G.T. française :

Confédération Générale du Travail Francaise résolument contre la guerre, demande prolétariat international intervenir par pression sur gouvernements pour obtenir localisation du conflit. La paix reste possible, doit triompher, si les travailleurs organisés internationalement restent unis dans même pensée ; opposition à toute conflagration. Cette paix est entre les mains de la classe internationale, si elle sait être à la hauteur du péril. Ici, manifestations pacifistes se poursuivent. Nous croyons fermement à la paix car sommes énergiquement résolus à éviter la guerre. A bas la guerre. Vive la paix garantie par Internationale ouvrière.

De son côté, le prolétariat allemand lutte contre la guerre, et on ne l'ignore pas en France puisque *La*

Bataille Syndicaliste donne des informations sur les troubles qui ont lieu outre-Rhin.

⁂

C'est dans la journée du 1er Août que la mobilisation générale est proclamée, pour devenir effective le 2. A partir de là, nous assistons à la trahison la plus imprévisible, par sa rapidité et son cynisme, que l'histoire ait jamais enregistrée. Une seule transition est ménagée, le 2 août, dans un article de *La Bataille Syndicaliste* où une malédiction contre l'empereur Autrichien François-Joseph est habilement amalgamée à une dénonciation de « l'impérialisme criminel ». Mais, dès le 3, la renversée est faite définitivement par le journal ouvrier, où l'on peut lire :

Que les flots de sang qui ont commencé de couler sur les plaine de la Wœvre retombent sur la tête de Guillaume II et des pangermanistes.

Le 4 août, il ne s'agit plus de solidarité ouvrière internationale. En quarante-huit heures, par le canal de sa direction, la C.G.T. vient de passer aux mains du gouvernement impérialiste. *La Bataille Syndicaliste* entérine allègrement ce « tournant » sensationnel en prenant ainsi sa place dans le concert :

CONTRE LE DROIT DU POING

Le « Faustrech » : le droit du poing. Cette ultime et brutale raison de l'Allemagne monarchique, féodale, militariste, a trouvé son heure... Mais le monde a jugé la cause. C'est l'Autriche qui a provoqué la crise ; c'est l'Allemagne qui,

par sa duplicité d'abord, par ses agressions ensuite, a fait jaillir l'étincelle qui met l'Europe en feu.

La veille, alors que les trains bondés roulaient vers l'Est, l'homme qu'on n'avait pas eu besoin d'abattre pérorait sur la tombe de l'homme qu'il avait fallu assassiner. Aux obsèques de Jaurès, Jouhaux prononçait un discours :

Notre cœur est étreint par la douleur. Que dire devant cette tombe, et devant l'abîme qui s'ouvre devant nous... Ah, Jaurès, nous n'étions pas adversaires, il était pour nous l'action perpétuellement en mouvement. Il était notre doctrine vivante. Aujourd'hui, c'est encore dans nos souvenirs que nous puiserons les forces indispensables. Au nom de ceux qui partent — et dont je suis — je déclare que ce n'est pas la haine du peuple allemand qui nous poussera sur les champs de bataille, c'est la haine de l'impérialisme allemand.

Mais il faut croire que cette dernière distinction ne gênait guère le grand capital, ses politiciens et ses idéologues, car *La Bataille Syndicaliste* ajoute après la citation du discours :

Les applaudissements éclatent. L'émotion est à son comble. On pleure. M. Maurice Barrès applaudit avec force et dit à un de ses voisins : « Très bien, très bien ». Un sénateur, qui fût un ennemi acharné de la C.G.T., s'écrie : « Et dire que voilà les hommes que nous voulions faire emprisonner » !

Comme Jésus-Christ avait eu son Judas, Jaurès avait son Jouhaux. Malgré son affectation de vantar-

dise, notre homme ne « partira » pas. Il est beaucoup trop utile pour qu'on se prive de sa précieuse personne. Seuls les irréductibles iront affronter les balles et les obus. Dumoulin est mobilisé immédiatement. Monatte, qui dénonce rapidement le bellicisme du Comité Confédéral, et commence à regrouper une opposition que les départs pour le front et le désarroi font d'abord squelettique, est récupéré à fin décembre. « Nous passions devant des commissions de récupération, écrira-t-il plus tard, et tous ceux qui étaient considérés comme minoritaires allaient à la guerre ».

Pendant ce temps, Jouhaux devient l'agent du gouvernement, non seulement au sein de la classe ouvrière, mais pour des besognes internationales d'envergure. Au début du conflit, l'Italie est demeurée neutre. Bientôt, un leader socialiste se détache et commence à créer, pour lutter contre les forces ouvrières de neutralité, un parti de la guerre. Son nom deviendra tristement célèbre : c'est Benito Mussolini. Malgré l'opposition de ses collègues du Comité Confédéral, qui voudraient ne pas aller si loin, et avec l'aide de Viviani, président du Conseil, Jouhaux parle à Milan en février 1915. Le *Popolo d'Italia*, journal belliciste de Mussolini, rend compte avec enthousiasme de son discours dont nous détacherons ces passages significatifs :

Nous devons tous contribuer à la victoire pour le monde que nous bâtirons demain, dans lequel le prolétariat devra instaurer et consolider sa domination. La bataille d'aujourd'hui, c'est l'âpre lutte contre le militarisme bestial et oppresseur qui a son berceau dans l'Allemagne impériale. L'heure est grave, l'horizon de l'Eu-

rope est chargé de menaces et de périls. Faites, ô, prolétaires ! que des terres de la civilisation combattante monte l'espérance d'une victoire de la justice et de la fraternité qui seront la loi de demain !

Comment le clan de la guerre, aux ramifications internationales et qui vient de mettre Mussolini dans son jeu, n'eût-il pas applaudi à de pareilles envolées lyriques dissimulant le jeu sordide des marchands de canon! Et comment n'eût-il pas approuvé l'interview que Jouhaux accorda le lendemain au journal de Benito, dans laquelle il déclarait :

L'assassinat de Jaurès, la violation de la neutralité belge, la furie de l'assaut contre la France, l'attitude des ouvriers allemands, c'étaient là des arguments décisifs pour persuader le prolétariat français de son devoir de participer à une guerre de libération imposée par l'impérialisme teuton, pour s'opposer à son hégémonie.

Ainsi, une fois de plus, Jouhaux dédouanait l'impérialisme des marchands de canon français en condamnant celui des Teutons, ce qui ne gênait finalement ni l'un ni l'autre, mais entretenait la confusion dans l'esprit du peuple. On remarquera en outre la perfidie avec laquelle l'assassinat de Jaurès était rapproché de « l'attitude des ouvriers allemands », au mépris d'ailleurs des violentes réactions de ceux-ci en juillet 1914, et des efforts que leurs représentants, Liebknecht, Rosa Luxembourg, Clara Zetkin, opposaient dans leur propre patrie au parti de la guerre, au moment même où Jouhaux lançait ses provocations au massacre devant les ouvriers italiens. Mais qu'importait une palinodie de plus! Le but visé allait bientôt être atteint : le 23 mai 1915,

l'Italie entrait en guerre et l'internationale des cadavres, dont Jaurès avait été le premier adhérent, allait se compléter de ceux des prolétaires italiens tandis que Léon Jouhaux continuerait une carrière si brillamment inaugurée.

⁂

Cette inoubliable trahison d'août 1914 ne fut pas imputable au seul Jouhaux, et l'évènement qui en fut la raison secrète a été révélé ensuite au grand jour. A la date charnière où s'opéra le retournement de l'anti-bellicisme révolutionnaire au chauvinisme délirant, un habile maquignonnage avait été réussi entre le ministre de l'Intérieur et les chefs syndicalistes. Si nous n'avions pas les révélations ultérieures de Malvy, il suffirait de se reporter à *La Bataille Syndicaliste* du 2 août. Dans ce numéro où le virage sur l'aile est amorcé avec la maestria que nous venons de constater, nous trouvons cet article qu'il est bien inutile de commenter :

LA DEFENSE NATIONALE

IL N'Y AURA PAS D'ARRESTATIONS

Notre confrère Le Bonnet Rouge *a publié hier soir l'information suivante qu'on ne lira pas sans intérêt :*

En prévision d'une mobilisation, la police a dressé une liste de « suspects », militants syndicalistes, socialistes ou libertaires. Ces « suspects » devaient être arrêtés dès la première heure et envoyés dans des camps de concentration, où ils auraient été placés sous bonne garde.

Nous avons protesté contre l'application éventuelle de ces mesures fratricides. Aujourd'hui, nous sommes formellement autorisés à déclarer que si le gouvernement doit un jour décréter la mobilisation, on ne fera pas usage du carnet B... Les déclarations très nettes des révolutionnaires les plus résolus sont de nature à rassurer pleinement le gouvernement.

Nous croyons devoir ajouter, conclut La Bataille Syndicaliste, *que cette mesure, dont tout le monde appréciera l'importance et la signification, a été prise sur l'initiative personnelle de M. Malvy, ministre de l'Intérieur.*

Georges Dumoulin, secrétaire adjoint de la C.G.T., en août 1914, et mobilisé dès le début, écrira ensuite, avant de se rallier à Jouhaux pour des raisons que nous n'avons pas à examiner ici :

Le soir de la rentrée de Bruxelles, un avocat est venu au Comité Confédéral dire que Messimy se propose de zigouiller les chefs de la C.G.T. et d'envoyer les « obscurs » dans des camps de concentration. Dès ce soir-là, on a peur, on tremble pour sa peau. Il ne convient pas que des ordres partent d'en haut. Les décisions des congrès nationaux faisant se déclancher la grève générale dès l'ordre de mobilisation déchargeaient le Comité Confédéral d'une besogne de commandement. Seulement, elles le laissaient libre de ne rien faire ou de faire tout le contraire de ce qu'avaient dit les congrès nationaux. Donc, le Comité Confédéral reste silencieux vis-à-vis de la province et il prend immédiatement et diplomatiquement position dans l'immense conflit qui va surgir... Le vendredi soir, on assassine Jaurès ; Messimy n'a pas mis ses menaces à exécution. Le matin même, on savait que les mesures du carnet B ne seraient pas appliquées ; on savait qu'Almereyda était allé voir Malvy et on se doutait bien qu'il ne fut pas seul à arpenter les couloirs du ministère de l'Intérieur. Bref, dès le samedi matin, les chefs confédéraux qui fuyaient leur domicile la nuit, en conspirateurs, purent respirer librement et coucher chez eux ; le ciel avait une dernière éclaircie avant le sanglant orage et l'accord était fait entre le parti de la guerre et celui de la paix. Ainsi, on pouvait mobiliser à l'aise et galvaniser la pensée populaire par les formules devenues générales : nous n'avons pas voulu la guerre, nous sommes l'objet d'une agression.

Mais si les responsabilités de la trahison doivent être supportées par la plupart des chefs, il importe de ne pas se limiter à cette condamnation collective. D'abord, et avant toute chose, considérons que le seul Jouhaux continua, et continue encore, à hypothéquer le syndicalisme français alors que les autres s'éliminèrent rapidement. Si l'on s'arrête aux apparences, le même souvenir exécrable peut s'attacher à leur mémoire, mais du moins aucun d'entre eux ne poursuivit ensuite une carrière chargée d'honneurs et de prébendes. En outre, Jouhaux était le secrétaire général de la C.G.T. depuis quatre ans, et c'est dire à quel point son influence pouvait être prédominante. D'ailleurs, dans la mesure ou la sainte frousse se doubla, chez les dirigeants, d'un chauvinisme qui diminue le poids de leur lâcheté, on retrouve encore une manœuvre de Jouhaux, d'une telle vilenie qu'on aurait peine à y croire si elle ne cadrait si bien avec l'ensemble. En voici brièvement l'histoire.

Le 25 juillet 1914, quelques jours avant la déclaration de guerre, eut lieu à Bruxelles le Congrès syndical belge. Jouhaux y avait été délégué par la C.G.T., avec son adjoint Dumoulin. Dans *La Bataille*

Syndicaliste du 26 septembre, deux mois après, Jouhaux déclara :

> *Nous avons voulu profiter de la rencontre pour savoir quelle serait demain, en face d'une déclaration de guerre, l'attitude des travailleurs organisés en Allemagne. Et nous posâmes les questions suivantes au secrétaire Legien :* Que comptez-vous faire pour éviter la guerre qui se prépare ? Etes-vous résolus à faire un mouvement ? Nous sommes, pour notre compte, prêts à répondre à votre appel ou à marcher en même temps, si nous en décidons ainsi.
>
> *A ces questions, plusieurs fois posées, Legien ne fit aucune réponse...*

Mais Dumoulin, alors au front, tint à rétablir la vérité, dès qu'il eut connaissance des assertions de Jouhaux. Il écrivit aux « Camarades délégués du Comité Confédéral » une longue lettre de protestation dont voici les extraits :

> *Quand notre camarade Jouhaux, au début des hostilités, a cru bon de publier l'entretien purement accidentel qu'il eut, en ma présence, avec Legien, non en Allemagne, mais à Bruxelles, ma situation m'interdisant d'intervenir, je n'ai rien dit. Et si j'ai attendu depuis le 17 février jusqu'à ce jour pour écrire au Comité Confédéral, c'est parce que je pensais que le secrétaire de la C.G.T. se serait fait un devoir de démentir ce récit mensonger du premier au dernier mot. Puisque notre camarade Jouhaux persiste à laisser s'accréditer ces mensonges, je tiens à dégager ma responsabilité pour l'avenir.*
>
> *...A aucun moment, entre Jouhaux et Legien, il ne fut question d'empêcher la mobilisation, ni de grève générale, ni d'autres moyens à employer pour empêcher la guerre. Et je m'étonne*

> *que notre camarade Jouhaux ait cru utile d'accorder une publicité aussi large à cette entrevue d'un quart d'heure. Je m'étonne aussi qu'il persiste à laisser s'accréditer tant de mensonges autour de cette même entrevue.*

Et plus tard, Dumoulin écrira encore :

> *Entre temps, Jouhaux écrit un article pour rendre public sa conversation avec Legien à Bruxelles. En d'autres circonstances, jamais ces quelques mots échangés n'auraient fait l'objet d'un évènement public. Mais il s'agissait de se donner de l'allure, d'apparaître comme important. Notre homme apparaissait ainsi comme quelqu'un qui était allé regarder l'Allemagne en face en la personne de Legien. Bien entendu, il ne dit pas qu'il a simplement bu une tasse de café avec le secrétaire de la centrale allemande.*

Il s'agissait surtout, pour les marchands de canons français, de faire croire aux ouvriers, par le canal de Jouhaux, que le prolétariat allemand avait refusé la main tendue par la C.G.T. pour s'unir contre la guerre. Mais la trahison pour cause de lâcheté, aggravée même par d'aussi odieuses impostures, pouvait demeurer dans certaines limites. C'est ce que les principaux dirigeants comprirent. S'ils sauvèrent leur peau en entrant dans le parti de la guerre, et sans doute en ayant l'excuse d'avoir cru aux « révélations » de Jouhaux sur son voyage de Bruxelles, du moins une certaine pudeur les empêcha-t-elle de pousser plus loin l'avantage de la situation.

Jouhaux ne connaît pas ces scrupules propres aux consciences maladives, aux complexions faibles. Le même jour où il larmoie sur la tombe de Jaurès en

annonçant son « départ », tandis que les ouvriers et les paysans s'entretuent déjà sur les champs de bataille, notre jeune champion se case dans le Comité d'administration du Secours National. Et si les révolutionnaires ne figurent pas en nombre dans ledit Comité, Jouhaux s'y trouve en fort brillante compagnie, par exemple avec Lépine, l'ancien préfet de police, et Charles Maurras, doctrinaire du nationalisme intégral.

Ainsi lancé dans le grand monde, Jouhaux fait des progrès rapides. Le capitalisme français réalise alors avec lui la plus belle opération qu'un impérialisme réussit jamais pour gagner à ses buts d'hégémonie son prolétariat national. Quelques jours après ses allocutions révolutionnaires et internationalistes, le 14 août 1914, dans *La Bataille Syndicaliste*, Jouhaux projette inconsciemment un faisceau de lumière révélateur dans les replis de son âme bourbeuse :

PROFITONS-EN !

Nous avons déjà dit ce que nous pensons de l'urgence d'une renaissance de l'activité industrielle. Nous n'y reviendrons pas ; sauf pour ajouter que plus approche l'heure des émotions, plus il est indispensable que les grosses nouvelles émotives trouvent une classe ouvrière non désemparée par le désœuvrement.

Ceci dit, qu'il nous soit permis d'indiquer publiquement un autre point d'importance capitale qui, réalisé, permettrait une reprise de la vie économique. Dans la situation présente des opérations militaires, terrestres et maritimes, et par rapport à la position prise dans le conflit par l'Angleterre, les mers Méditerranée, Manche, Nord et Océan Atlantique sont ouvertes en presque sécurité à notre marine marchande, ainsi qu'à celle de notre Alliée. Nos ports peuvent donc retrouver une vie normale, à la condition qu'il y ait un trafic maritime assez considérable.

Cela est-il possible ? Oui, puisque selon les données que nous connaissons, la maîtrise de ces mers nous est assurée. Mais il y a plus. L'Allemagne est présentement bloquée, son commerce maritime s'est en partie arrêté. Pourquoi notre marine marchande, coopérant avec celle de l'Angleterre, ne reprendraient-elles pas à leur profit une partie du travail allemand qui ne se fait plus ?

Ce serait une première victoire, et d'une importance qui ne peut échapper à personne. L'activité maritime engendrerait une activité industrielle, en même temps qu'elle nous permettrait de constituer des réserves, ce qui n'est pas non plus négligeable. Nous donnons notre idée, sûrs qu'elle est réalisable, et que les résultats que sa mise en pratique pourrait donner, pour aujourd'hui et pour demain, dépassent en portée utilitaire les hypothèses qui peuvent être remises.

Il faut PROFITER (1) *de toutes les situations, le blocus allemand par la flotte anglaise rend libre notre action commerciale sur la mer; PROFITONS-EN* (1) *pour nous ravitailler d'abord, assurer du travail ensuite et constituer notre supériorité dans le domaine de l'importation et de l'exportation pour l'avenir.*

En quelques jours, la classe ouvrière vient de perdre ses deux chefs. La maffia internationale qui voulait précipiter les peuples dans la guerre a fait abattre celui qui ne pouvait trahir. Quand au second, il a trouvé immédiatement sa voie, les honneurs et les profits seront désormais son lot et le feront « gros et gras, le teint frais et la bouche vermeille » (2),

(1) Souligné par nous.
(2) « Tartufe ».

tandis que les vers rongeront la dépouille de son frère de combat, le grand tribun assassiné.

⁂

On pourrait continuer pendant des pages et des pages cette biographie qui deviendrait vite monotone tant elle a été fidèle à la palinodie sans scrupule et au reniement le plus éhonté. Sans doute faudrait-il l'imprimer sur papier hygiénique afin que chaque page portant le nom exécrable, après lecture, aille rejoindre la matière première dont est faite l'âme de cet homme. Quand on évoque une si longue carrière, les injures les plus éculées, pour avoir trop servi, retrouvent un nouveau lustre, et viennent sous la plume comme si on allait en user pour la première fois. Et le désir vous vient d'étudier minutieusement et d'étaler au grand jour cet enchevêtrement de turpitudes comme rarement on vit répugnant Histrion en tisser dans l'histoire des hommes.

Mais à quoi bon ! A partir d'un tel départ, que la majorité de nos contemporains ont oublié ou ignorent, toute la suite se comprend. Le « Profitons-en » jailli des profondeurs subconscientes de Jouhaux en août 1944 éclaire le comportement de l'individu. A partir de là se déroule dans une uniformité parfaite cette carrière où s'amalgament trahisons, honneurs et prébendes. Mais peut-on dire que l'occasion seule a fait le larron, comme pourrait le laisser croire l'activité de Jouhaux jusqu'au moment crucial du grand reniement ? On peut penser, au contraire, que l'homme appartenait à la catégorie des arrivistes qui, trop prudents pour se brûler vite, attendent patiemment un signe de la fortune. Un vieux militant du syndica-

lisme révolutionnaire, Ernest Girault, écrivit un jour à propos des bandits tragiques, Bonnot et Garnier :

> *Bonnot et Garnier eussent pu être Briand ou Jouhaux, et ces deux derniers auraient pu finir comme les premiers. J'ai connu ces quatre phénomènes. Ils avaient la même mentalité individualiste et stirnérienne. L'un d'eux, le célèbre Jouhaux, me disait un jour au sein d'un groupe individualiste d'Aubervilliers, dont il était l'animateur : « La Révolution ? C'est bon pour les poires. L'homme conscient fait sa révolution tous les jours. Ce ne sont pas les moyens qui manquent ».* (1)

En ce qui me concerne, je ne crois pas que Bonnot et Garnier auraient trahi leur classe, ces criminels n'avaient pas une âme de Judas, comme Jouhaux. Encore peut-on préférer le Judas chrétien qui a trahi, mais s'est ensuite allé pendre, alors que le nôtre s'est vautré dans son ignominie comme un pourceau triomphant. Aujourd'hui, fort de son insolente fortune, il a trouvé un champ nouveau pour de nouveaux exploits. L'idée de fédéralisme européen vient d'être rajeunie et remise en circulation. Aussitôt, le vieux cheval de retour est en piste, décrochant les premiers prix. Paris, Bruxelles, Londres, nouveaux honneurs, nouvelles prébendes, nouvelles roueries manœuvrières inspirées du même mépris des masses qui servent de plate-forme. Et, au bout de cela, l'apothéose de cette longue carrière car Jouhaux, on commence à le dire avec quelque insistance, vise la présidence du Conseil Economique Européen.

Le calcul n'est pas mauvais. Cette conception du

(1) Pourquoi les anarchistes-communistes français ont rallié la IIIe Internationale.

fédéralisme européen s'impose à bien des consciences, des militants commencent à s'y dévouer, elle va peut-être prochainement toucher les masses. Allons, après avoir rongé la substance du mouvement ouvrier, il y aurait encore, pour Jouhaux, quelque chose de neuf à détruire ou à fausser en Europe, un idéal nouveau à gangréner jusqu'à la moëlle ? Le vieux rat chevronné sort ses ongles, aiguise ses dents et commence à creuser son trou dans le fromage ! Préparez-vous, mes camarades, vos forces vont encore nourrir la voracité de ce demi-cadavre en partie pourrissant mais toujours redoutable. Vous allez l'alimenter de votre idéalisme, de votre dévouement, il vous videra de votre jeune énergie pour revigorer sa charogne. Tant de fraîcheur et de naïveté sont vraiment trop tentantes ! PROFITONS-EN ! Il y a encore de beaux jours en perspective pour M. Léon Jouhaux ! Si vous le laissez passer cette fois encore, il aura fait définitivement la preuve que « la révolution, c'est bon pour les poires » !